



L'ÉDITORIAL DE DENIS KESSLER

Renverser la table ?

Le moindre projet de réforme se heurte à une résistance croissante de la part d'une fraction de la population. L'actualité récente le prouve : la hausse de la CSG suscite une levée de boucliers, l'augmentation des taxes sur le carburant engendre un mouvement de protestation, la réforme des retraites en gestation suscite déjà de vives résistances... La thèse selon laquelle la France n'est pas réformable sans agitation ni désordre semble irréfutable. Comment expliquer cette incapacité quasi congénitale de notre pays à se réformer ? Pendant les Trente Glorieuses, le « jeu » économique français était un jeu à somme largement positive. Chaque année, la France dégageait un « surplus », pour reprendre la terminologie de l'Insee. Et tout le jeu économique et social consistait

Pour revenir à un jeu à somme positive, il faut hélas consentir plusieurs parties à somme négative.

à répartir les fruits de la croissance. Quelles parts respectives allouer aux entreprises, aux ménages, à l'Etat ? A la consommation, à l'investissement ? Aux salaires directs, aux salaires indirects ? Aux actifs, aux retraités ? L'Etat s'est posé en arbitre de ce jeu, alors même qu'il en est l'un des « joueurs »... Le dialogue social consistait à se mettre d'accord sur le partage du surplus, qualifié de « *grain à moudre* » : hausse du salaire minimum, hausse des salaires dans les branches, hausse des cotisations pour alimenter les régimes de protection sociale, hausse des impôts et des dépenses publiques. Dans un tel jeu à somme positive, il y en a, plus ou moins, pour tout le monde. Les joueurs peuvent certes regretter leur

part de la croissance du gâteau, mais le jeu ne dégénère pas, car chaque part du gâteau in fine croît, même si c'est à des rythmes différents.

Tout ce jeu a été déréglé après les deux chocs pétroliers. Les ponctions extérieures ont augmenté, la croissance s'est ralentie et le surplus s'est tari. Le jeu est devenu progressivement à somme nulle – voire négative – et les tensions entre joueurs se sont considérablement aigüisées.

Les sommes distribuées ne pouvaient plus être gagées par les revenus courants. Autant les institutions mises en place après-guerre étaient adaptées à une période de vaches grasses, autant elles se sont révélées déficientes à gérer une période de vaches maigres. L'arbitre du jeu s'est avéré incapable de gérer et d'assumer une telle situation, et a donc masqué la réalité pour calmer la grogne des joueurs. La théorie des jeux nous

enseigne qu'il est plus facile de partager une grande tartine de pain blanc qu'une demie tartine de pain noir... Face au dilemme que pose le partage d'un coût, d'un fardeau, d'une facture, pour des acteurs qui se sont historiquement partagé des excédents, des surplus, des bénéfices, on a convergé vers la solution de facilité : la procrastination et le déni. D'une part, on a laissé filer la valeur de la monnaie, par l'inflation et la dévaluation, engendrant un appauvrissement généralisé de l'ensemble des acteurs. D'autre part, on s'est laissé aller au creusement des déficits et on a accepté l'accumulation de dettes, renvoyant le poids de notre impéritie sur les générations qui lèvent. De facto, on a distribué de la dette. Mais voilà, la situation s'est aggravée. Le passage à la monnaie unique rend quasi impossible l'emploi des expédients dont on usait et abusait. Il faut commencer

à solder les comptes du passé alors même que la croissance s'est de fait très substantiellement ralentie. On ne la voit presque plus ! La période de vaches maigres dure, dure, dure et le troupeau semble même décimé. Depuis des années, le jeu économique en France tend ainsi à devenir un jeu à somme largement négative. La perception est que chaque accroissement du gain d'un acteur se traduit par une perte au moins équivalente pour un autre acteur et, pire, qu'il y a de moins en moins de gagnants et de plus en plus de perdants ! Pas étonnant que l'on refuse de plus en plus de « jouer » quand on pense que le jeu est biaisé, faussé et que l'Etat – l'arbitre qui doit en assurer la loyauté – manipule du pied la roulette. Dans ce contexte, les acteurs traditionnels du jeu social – syndicats, patronat, administrations – sont considérés comme de moins en moins légitimes, débordés par ceux qui contestent l'idée même de participer à la démocratie sociale et politique. Pour retrouver la croissance, des excédents, et apaiser leur partage, il faut faire des réformes. Mais la résistance croît. Les réformes sont sans cesse davantage perçues par le corps social comme négatives pour son pouvoir d'achat, son bien-être, son utilité, ses enfants... C'est tout le dilemme : pour revenir à un jeu à somme positive, il faut malheureusement consentir plusieurs parties à somme négative. Les jeux politiques et sociaux sont des jeux répétés et non des jeux à une seule période : le bon sens et la théorie nous disent que l'on accepte de perdre à un tour que si l'on a une probabilité non nulle de gagner aux tours suivants. Mais quand on ne croit plus à un jeu loyal, on ne joue plus. Particulièrement lorsque chaque joueur pense qu'il est toujours plus perdant que les autres. On conteste alors l'arbitre et on renverse la table ! Le « jeu à somme négative » est bel et bien le terreau du populisme. ■